

Zeitschrift: Générations
Herausgeber: Générations, société coopérative, sans but lucratif
Band: - (2018)
Heft: 103

Artikel: Tourisme - Faut-il boycotter les dictatures?
Autor: N.V. / Pichon, Bernard / Schick, Manon
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-830880>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tourisme – Faut-il boycotter les dictatures ?

A l'heure des vacances, certains consultent l'atlas politique du monde.

« Distinguer les retombées pour la population et celles pour le pouvoir en place »

BERNARD PICHON, JOURNALISTE ET ANIMATEUR DU BLOG DE VOYAGE WWW.PICHONVOYAGEUR.CH



Faut-il boycotter ou non les pays soumis à une dictature ?

Sans doute, les deux. Je distinguerais les retombées pour la population et celles pour le pouvoir. Il faut avoir vu la jubilation des jeunes Iraniens à converser avec le premier étranger croisé, apportant une vitale bouffée d'oxygène. Pour l'aspect économique, le récent désespoir des Egyptiens ou des Tunisiens vivant des retombées touristiques en dit long sur leur dépendance au secteur ! Même si, bien souvent, l'essentiel de ces revenus peut engraisser prioritairement les tenants du régime en place. J'évitais de fréquenter les Maldives. Économiquement, le revenu des *resorts* passe en mains des grands groupes internationaux qui louent les îles à l'Etat. Culturellement, tout est organisé pour éviter au maximum les contacts réels avec la population locale. Donc, pas d'échange culturel et peu de revenus directs aux autochtones. Reste que ces derniers sont nombreux à échapper au chômage, grâce au tourisme.

L'Amérique de Trump ou l'Italie de la nouvelle équipe au pouvoir pourraient aussi faire l'objet d'un boycott »...

Absolument. C'est bien l'argument des agences de voyages, même si elles n'ont pas grand effort à fournir pour rallier leur clientèle à ce point de vue ; alors que New York redoutait une baisse de fréquentation, c'est le contraire qui se produit.

Pourriez-vous citer un exemple de pays qui a été renforcé dans sa dictature par le tourisme ?

Même si je n'y suis jamais allé, il me semble que le tourisme — certes encore confidentiel — n'a en rien ouvert la Corée du Nord, tant sont opaques les œillères imposées aux visiteurs. Un confrère m'a fait cette remarque glaçante après avoir photographié, sur place, ces gigantesques démonstrations où la foule, équipée de palettes de couleur, dessine des motifs ou des slogans au coup de sifflet : « Dans ce pays, chaque individu est un pixel ! »



« Il n'y a pas une seule réponse à la question du boycott »

MANON SCHICK, DIRECTRICE GÉNÉRALE D'AMNESTY INTERNATIONAL SUISSE

Faut-il boycotter ou non les pays soumis à une dictature ?

Amnesty International n'appelle pas au boycott, mais relaie les appels des organisations locales de défense des droits humains. Et ce, pour ne pas perdre de vue les conséquences d'un boycott sur des petits hôtels familiaux ou des personnes actives dans le tourisme sans lien direct avec l'Etat. En Tunisie, sous le régime de Ben Ali, notre stratégie consistait plutôt à sensibiliser les touristes sur la situation du pays, en proposant une collaboration avec les agences de voyages. Mais les professionnels du tourisme se montrent réticents face à cette méthode. Tout simplement parce que leurs clients, le plus souvent, ne désirent pas savoir ce qui passe.

Où s'arrêter ? A la Hongrie d'Orban, à l'Amérique de Trump ?

Personnellement, je n'ai pas envie de me rendre aux Etats-Unis tant que Donald Trump est à la Maison-Blanche. J'ai bien conscience que l'argent que je vais y dépenser ne va pas directement dans sa poche et que ce pays est une démocratie. Mais je ne veux pas cautionner une Amérique raciste et sexiste, celle-là même qui a élu Donald Trump. Cela dit, j'ai des collègues américains qui se battent tous les jours contre les mesures prises par l'administration au pouvoir, et ils méritent tout notre soutien. C'est pourquoi, sur le fond, il n'y a pas une seule réponse simple à la question du boycott.

Pourriez-vous citer un pays emblématique du lien direct entre tourisme et dictature ?

La Birmanie, il y a quelques années. Les organisations sur place étaient claires à ce sujet : « Ne venez pas, car tout l'argent dépensé sur place profite directement à la junte militaire. » De plus, toutes les infrastructures et les services dont profitent les touristes sont le fait du travail forcé, reposant sur la discrimination des minorités. C'était impossible d'échapper à ce système en voyageant hors des sentiers battus.

N.V.